

La future orientation politique de la France.

Par **Pisistrate**, le 23/09/2005 à 19:06

...

Par **Laurent**, le 23/09/2005 à 22:41

Bonjour,

Vaste projet!

Reprenons point par point.

[quote:z3ghenac]D'abord je crois qu'il faut entreprendre une grande politique de nationalisations et re-nationalisations, et l'intégrer à la Constitution. Le PS arrivera à nouveau au pouvoir en étant réellement à gauche. Donc en prônant un Etat fort, qui s'investit dans l'économie. Il ne s'agit pas de tout nationaliser mais de pallier le plus complètement possible les inégalités, les défaillances créées par le secteur privé.[/quote:z3ghenac]

Pendant longtemps, j'étais favorable, mais plus maintenant. Pourquoi? Parce que souvent les monopoles étatiques se révèlent inefficaces, coûteux, voire les deux à la fois... On peut prendre les tarifs de France télécom par exemple, qui s'est grassement servi sur le dos des abonnés, et que la concurrence à pas mal bougé.

Inefficace? Prenons l'exemple d'EDF, on pourrait se dire que, en état de monopole (en cours d'ouverture...) ils choisiraient les solutions les mieux adaptés pour le service de fourniture d'énergie et l'environnement, manque de bol le réseau est sous dimensionné, on ne veut pas enterrer les lignes, même dans les zones protégées, parce que ça coûte trop cher... et puis je suis sûr qu'avec l'ouverture des marchés on verra les tarifs descendre comme par magie!

Je ne suis donc absolument plus convaincu par l'argument : entreprise nationalisée = bienfait pour la société. Les "défaillances provoqués par le secteur privé" sont les mêmes que les défaillances du secteur public pour moi, à moins que tu n'es un contre-exemple?

[quote:z3ghenac]Réformer en profondeur l'Education nationale et l'Administration en général pour éviter les dépenses publiques inutiles. Par exemple, en orientant au mieux les élèves et étudiants vers leur future profession. Dans leur scolarité, beaucoup font 3, 4, 5 ans de plus que nécessaire... C'est une perte de temps et d'argent qui pourrait être évité en formant efficacement selon les besoins professionnels. Cela permettra par ailleurs de diminuer le chômage.[/quote:z3ghenac]

;)

Ca personne n'a jamais réussi à faire passer une réforme sur l'éducation Image not found or name unknown Je me

souviens du certaine réforme qui visait à mieux intégrer l'enseignement, et surtout l'université, dans le monde professionnel, avec notamment un renforcement des contacts entre les facs et les entreprises locales (stages etc...)

Réaction de la plupart des syndicats : on veut surtout pas ça, ça va faire des diplômés locaux et compromettre l'égalité des chances... C'est peut-être pas faux...

[quote:z3ghenac]Supprimer toutes les aides sociales surabondantes (ce que font largement les pays d'Europe du Nord). Les logements collectifs et les accompagnement pendant la réinsertion seraient préférables bien souvent aux simples aides financières. Un autre exemple : supprimer les allocations familiales au-delà du 5ème enfant (voire même dès le 3ème), quand on veut beaucoup d'enfants, il faut avoir le temps et l'argent pour les éduquer. [/quote:z3ghenac]

Euhhhh... remplacer les APL par un surcroît de construction HLM c'est ça? Ben le gouvernement actuel bosse sur ce genre de projet face à la crise du logement, genre des maisons pas chères dans des coins paumés : ça lutte contre la désertification rurale, ça casse les cités un peu trop ... dynamique... ça fait des heureux (une maison à la campagne c'est toujours mieux qu'un petit appart dans un coin un peu chaud). Moi ce que j'en dis, c'est que c'est plutôt malin comme plan ^^

Par contre c'est quoi ces histoires d'allocations familiales? bien sûr qu'il faut continuer à donner de l'argent même au delà du cinquième enfants, la population est vieillissante il faut rajeunir un peu tout ça! Et pis ça coûte cher un marmot, je ne trouve pas ça choquant de donner un peu d'argent pour qu'il puisse être élevé dans de bonnes conditions...

[quote:z3ghenac]Harmoniser les salaires, en augmentant le SMIC et en imposant plus fortement sur le revenu les catégories de population les plus aisées. Taxer aussi les mouvements de capitaux. Le but étant d'assurer dans la mesure du possible des conditions de vies décentes pour tous. [/quote:z3ghenac]

Trop d'impôt tue l'impôt! Je ne vais pas refaire la courbe de Laffère etc...

Par contre augmenter le SMIC c'est clair est net, ça permet de doper un peu la consommation des classes qui utilisent tout leur revenu pour vivre, comme ils ne thésaurisent pas, ça repart direct dans la croissance...

[quote:z3ghenac]Concernant l'Europe, nous nous trouvons dans une impasse. Beaucoup d'hommes politiques l'ont dit : le projet de constitution actuelle est mort. Il faudra donc soit adopter une constitution "minimaliste" sans partie III, soit mettre un place un nouveau projet pour commencer une véritable europe politique (j'y suis favorable). [/quote:z3ghenac]

Le TECE proposait un début d'Europe politique et il a été, très injustement, rejeté. Je pense très scincèrement que ce traité était le meilleur que l'on pouvait pondre à un instant T, maintenant il ne reste plus qu'à attendre de revoter le même, ou attendre que les choses bougent en Europe, manque de bol en votant non, ça a entraîné un immobilisme... Je te

laisse finir le raisonnement

:D

Image not found or type unknown

[quote:z3ghenac]Maîtriser l'immigration et l'intégration des populations étrangères. C'est un enjeu majeur. Il faut stopper l'immigration ; intégrer les populations étrangères déjà présentes sur notre territoire (en brisant le mécanisme de ghettoïsation, en développant encore l'éducation en zone prioritaire etc).[/quote:z3ghenac]

;)

Je ne pense pas que quelqu'un soit contre l'intégration Image not found or type unknown par contre les ZEP c'est un peu n'imp quand même, il n'y a pas ou très peu de mixité (je sais de quoi je parle j'y étais) or pour moi il n'y a pas d'intégration sans mixité (culturelle et sociale) Quant à stopper l'immigration c'est vraiment une position ultra extrémiste qui ne me convient pas du tout. Il y a des tas de paramètres à prendre en compte (besoin de main d'oeuvre, crise humanitaire...)

[quote:z3ghenac]Inverser la tendance de "personnalisation des peines pénales". Un assassinat est un assassinat, un viol est un viol. Quand quelqu'un est condamné à 15 ans de réclusion criminelle par un jury populaire, on peu accepter qu'il fasse 12 ans, mais pas 10 et certainement pas 5! Par ailleurs, beaucoup de peines infligées ne sont pas assez sévères, tandis que d'autres le sont trop, il faudra y remédier.[/quote:z3ghenac]

En fixant des peines maximales délirantes, le législateur permet aux magistrats du siège de choisir la peine qui leur semble la plus adapté, leurs décisions ont autorité de chose jugé, donc ? On a pas vraiment le droit de critiquer ça...

En ce qui concerne les peines effectivement effectués c'est un tout autre problème qui concerne le JAP, et le pauvre fait ce qu'il peut avec l'espace qui lui est impartie en terme de cellules.

Donc à moins de mettre (beaucoup) plus de ronds dans le secteur "justice"...

Remarquons que l'argent qui sert à punir n'est pas investit ailleurs, c'est pas Jules Ferry qui a dit : "une école qui ouvre, c'est deux prisons qui ferment"?

On devrait tous croire dans les vertus de l'éducation, avant de se focaliser sur la "rééducation"...

Par **anonym**, le **24/09/2005 à 12:11**

J'interviendrai seulement sur ce qui m'a le plus interloqué.

[quote="Pisistrate":127jwoph]- Réformer en profondeur l'Education nationale et l'Administration en général pour éviter les dépenses publiques inutiles. Par exemple, en orientant au mieux les élèves et étudiants vers leur future profession. Dans leur scolarité, beaucoup font 3, 4, 5 ans de plus que nécessaire... C'est une perte de temps et d'argent qui pourrait être évité en formant efficacement selon les besoins professionnels. Cela permettrai

par ailleurs de diminuer le chômage.[/quote:127jwoph]

le projet d'orienter au mieux les élèves est selon moi un point très important, combien de bacheliers se retrouvent perdus une fois leur BAC en poche? ce fut mon cas, les révisions du BAC m'ont empêché de me demander dans quelle voie je souhaitais m'orienter.

Je trouve qu'on informe pas assez les collégiens, car c'est dès cet âge là que cela doit se mettre en place.

contrairement à toi Laurent, je pense que c'est possible (aux Etats-Unis, les élèves sont très rapidement mis en situation, et peuvent ainsi tester la vie de boulot "adulte").

[quote:127jwoph]- Supprimer toutes les aides sociales surabondantes (ce que font largement les pays d'Europe du Nord). Les logements collectifs et les accompagnements pendant la réinsertion seraient préférables bien souvent aux simples aides financières. Un autre exemple : supprimer les allocations familiales au-delà du 5ème enfant (voire même dès le 3ème), quand on veut beaucoup d'enfants, il faut avoir le temps et l'argent pour les éduquer.[/quote:127jwoph]

qu'est-ce que c'est que cette idée farfelue?? "il faut avoir le temps et l'argent pour les éduquer" = oui certainement, mais cette vision idéaliste ne peut pas toujours être appliquée (pour diverses raisons, les femmes ont plus d'enfants qu'elles ne l'envisageaient, et c'est comme ça), de plus, on ne peut pas imposer ce point de vue à celles qui désirent avoir plusieurs enfants, et cela ne justifie certainement pas qu'on leur coupe des aides!

[quote:127jwoph]- Inverser la tendance de "personnalisation des peines pénales". Un assassinat est un assassinat, un viol est un viol. Quand quelqu'un est condamné à 15 ans de réclusion criminelle par un jury populaire, on peut accepter qu'il fasse 12 ans, mais pas 10 et certainement pas 5! Par ailleurs, beaucoup de peines infligées ne sont pas assez sévères, tandis que d'autres le sont trop, il faudra y remédier.[/quote:127jwoph]

excuse moi de m'exprimer ainsi mais: ça va pas bien ou quoi?? "[b:127jwoph]Un assassinat est un assassinat, un viol est un viol.[/b:127jwoph]" comment fais-tu pour avoir presque toujours une vision aussi réductrice des choses. les solutions que tu proposes sont peut-être "simples" mais ça n'est pas satisfaisant lorsque les problèmes qu'il s'agit de résoudre sont aussi complexes.

tu ne peux pas comparer dans l'absolu un assassinat à un autre, ou même un viol à un autre. Il y a un auteur derrière ces actes, c'est-à-dire un être humain, avec un passif, un contexte à l'action et tout et tout, et ça seul le jury (dans notre système) peut peser la peine méritée. Il ne s'agit pas de justifier ces actes, mais d'agir avec nuance, c'est le moindre mal qu'une société doit se donner pour parvenir à une Justice.

tu ne peux pas dire a priori, que l'auteur d'un assassinat doit faire plus de 5 ans -même si cela peut choquer- (toutefois je crois qu'il est plus que rare que cela arrive).

j'attends tes réactions.

Par **sam@41**, le **25/09/2005 à 18:18**

Pensez-vous que l'on doit tout attendre de l'Etat ? (sujet d'ailleurs récemment donné au Bac Philosophie)

A mon sens la réponse est négative même si j'exprimerai certaines réserves. Tout d'abord

L'Etat doit selon moi jouer le rôle d'un régulateur fiscal c'est à dire prélever équitablement l'impôt direct et les taxes diverses et ce en amont et non en fonction des aléas économiques et sociaux fluctuants et illisibles car impliquant plusieurs facteurs, plusieurs paramètres rendant illusoire toute tentative de régulation a posteriori.

Vous me direz alors comment et selon quels critères fixer les taux d'imposition a priori si la régulation doit s'opérer en amont ? Je ne suis absolument pas spécialiste des questions de droit fiscal mais ce dont je ne doute pas est le principe selon lequel l'impôt n'est efficace que s'il s'inscrit dans le contrat social or celui-ci est inexistant depuis l'industrialisation du 19e. Le contrat social a laissé place à l'élitisme avec l'avènement d'une société binaire entre un Tiers-Etat de paupérisation et une élite sociale de plus en plus déshumanisée et déshumanisante qui soit dit en passant, a largement réussi à décupler notre volonté de puissance.

Donc en définitive peu importe les choix, les orientations politiques ils n'auront de sens de cohérence et d'efficacité que s'ils sont en accord avec une réflexion profonde sur l'individu, la société et l'individu dans la société et cette élite sociale doit s'engager et prendre sa part (non négligeable) de responsabilité afin de la mener.

J'espère que vous conviendrez que je ne m'écarte pas du propos (pas complètement en tout cas) de toute façon j'attends avec plaisir vos réactions.

Par **jozef**, le **03/10/2005** à **14:58**

Sur les monopoles étatiques

[quote:2kku16uk]

Je ne suis donc absolument plus convaincu par l'argument : entreprise nationalisée = bienfait pour la société. Les "défaillances provoqués par le secteur privé" sont les mêmes que les défaillances du secteur public pour moi, à moins que tu n'es un contre-exemple?

[/quote:2kku16uk]

Je suis le premier à reconnaître que le monopole n'est pas la panacée. Mais tu recherchais des contre-exemples de réussite du secteur privé: Le rail en Angleterre depuis qu'il est privatisé il est beaucoup plus dangereux et beaucoup moins efficace c'est la même chose aux USA ; le réseau électrique aux États-Unis qui est dans un tel état de vétusté qu'il ne peut pas résister à la moindre "surchauffe" ;

Et pour les réussites du secteur public : En France avoir créé un monopole pour le téléphone a permis de relier 100% (ou presque) de la population au réseau filaire et ce même si l'on habite au fin fond de la montagne et que l'on ne peut pas payer le coût des poteaux et autres câbles.

En fait, le problème me semble mal posé. Les entreprises privées n'ont généralement pas les moyens (ou les envies) de faire des investissements lourds qui n'ont de retour que incertains et à très long termes. Et lorsqu'elles disposent d'un outil performant, la nécessité de rentabilité à court terme, les empêche de l'entretenir.

C'est pour ces raisons qu'il me semble nécessaire de conserver un secteur nationalisé important. D'ailleurs le principal problème des entreprises d'état n'est généralement pas dans le coût de leurs services mais dans le coût de leur personnel.

Donc je suis à titre personnel pour un secteur public très important mais en le découplant de

la notion de fonctionnariat. (en clair on peut travailler pour une entreprise publique sans être fonctionnaire)

Par **Laurent**, le **03/10/2005 à 17:45**

[quote="jozef":36jyp3jg]Sur les monopoles étatiques

Mais tu recherchais des contre-exemples de réussite du secteur privé: Le rail en Angleterre depuis qu'il est privatisé il est beaucoup plus dangereux et beaucoup moins efficace c'est la même chose aux USA ; le réseau électrique aux États-Unis qui est dans un tel état de vétusté qu'il ne peut pas résister à la moindre "surchauffe" ;[/quote:36jyp3jg]

;)

J'attendais ces exemples Image not found Mais très honnêtement de nos jours quand on voit ce qu'est devenue par exemple EDF (15 jours sans électricité en Corse, non évolution du réseau qui se rapproche de plus en plus de celui des États-Unis compte tenu de son sous-dimensionnement actuel...)

En fait le point crucial est que les Services Publics ont largement été pervertis malgré leur heure de gloire qui semble de plus en plus lointaine :

[quote="jozef":36jyp3jg] Et pour les réussites du secteur public : En France avoir créé un monopole pour le téléphone a permis de relier 100% (ou presque) de la population au réseau filaire et ce même si l'on habite au fin fond de la montagne et que l'on ne peut pas payer le coût des poteaux et autres câbles.[/quote:36jyp3jg]

Pourquoi on a plus ça maintenant?

[quote="jozef":36jyp3jg] En fait, le problème me semble mal posé. Les entreprises privées n'ont généralement pas les moyens (ou les envies) de faire des investissements lourds qui n'ont de retour que incertains et à très long termes. Et lorsqu'elles disposent d'un outil performant, la nécessité de rentabilité à court terme, les empêche de l'entretenir. C'est pour ces raisons qu'il me semble nécessaire de conserver un secteur nationalisé important. D'ailleurs le principal problème des entreprises d'état n'est généralement pas dans le coût de leurs services mais dans le coût de leur personnel.

Donc je suis à titre personnel pour un secteur public très important mais en le découplant de la notion de fonctionnariat. (en clair on peut travailler pour une entreprise publique sans être fonctionnaire)[/quote:36jyp3jg]

On poursuit donc dans la logique actuelle : les SPIC qui prennent une importance croissante et qui obéissent à une logique mercantile... et embauche des non-fonctionnaires... On constate que dans ces systèmes, les investissements et entretiens coûteux sont bannis, pourtant ce sont des SP...

On a alors pensé à diviser, par exemple RFF et SNCF, franchement je ne sais pas si on peut trouver une meilleure solution (j'y ai pas trop réfléchi non plus ^^).

Pourtant l'option retenue est assez incertaine quant aux résultats et si on reprend mes exemples, on remarque que RFF est peut-être plus efficient que RTE (j'espère que je ne lague personne avec ces abréviations et raccourcis...) qui sont pourtant tout deux des SPA...

Conclusion des SPIC pour la concurrence, des SPA pour les points sensibles, mais le problème est qu'il faut des SPA avec des moyens peut-être plus conséquent...

Quant au débat du statut de fonctionnaire : ça s'harmonise progressivement avec le privé, mais si c'était aussi simple ce serait fait depuis longtemps ^^

Par **Pisistrate**, le **13/10/2005** à **01:10**

...